

<https://ecoleemancipee.org/La-greve-reste-un-levier-d-action-incontournable-A-nous-de-l-utiliser-Par>



# La grève reste un levier d'action incontournable. À nous de l'utiliser.

- FSU - CDFN - CDFN 2020-2021 - CDFN mars 2021 -



Publication date: jeudi 18 mars 2021

Creation date: 18 avril 2021

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

La crise sanitaire n'empêche pas le gouvernement de poursuivre sa politique néolibérale visant à toujours faire baisser les droits pour les travailleur.euses. L'attaque en règle contre l'assurance chômage en est la preuve. Malgré l'opposition des 5 confédérations, E Borne s'obstine et sa réforme va, entre autres, baisser les allocations de 840 000 chômeur-ses. Pour certain.es, la baisse pourrait atteindre 250Euros. Cette réforme est d'abord l'occasion de faire d'importantes économies budgétaires aux seuls dépens des demandeur.euses d'emploi. Cela résume assez bien les politiques menées sous la présidence d'E Macron depuis 2017. Faire des économies et développer la précarité tout en utilisant un vocabulaire indiquant l'inverse et se voulant rassurant : premier.es de corvée, ruissellement ...

Pour les services publics, on assiste à la même méthode : propos rassurants sur leur nécessité, leur rôle essentiel pendant la crise mais en même temps, leur démantèlement se poursuit. Suppressions de postes dans de nombreux ministères, recours à la contractualisation ou heures supplémentaires, externalisation, gel du point d'indice, management libéral, réforme de la formation initiale. Cette dernière précarisera les étudiant.es en les utilisant comme moyens d'enseignement et abaissera leur niveau de formation tant sur les compétences professionnelles que disciplinaires. Il convient d'ajouter la réforme de la fonction publique qui annihile le paritarisme et met à mal nos responsabilités syndicales auprès des personnels. .

Et pourtant, la crise sanitaire indique clairement, comme cela avait déjà été le cas lors de la crise économique de 2008, que les services publics permettent à l'état de continuer à fonctionner et ce sur l'ensemble du territoire. C'est aussi l'accès pour tous les citoyen.nes aux services de santé, d'éducation, des collectivités locales indépendamment de leur classe sociale. Il y a donc urgence à les défendre, les renforcer et les déployer. Cela passe par des mobilisations unitaires les plus larges possibles en y associant les citoyen.nes en mettant en avant une campagne nationale dans les médias. C'est pourquoi la journée du 6 avril doit être une journée de grève avec un appel national clair. Nous ne pouvons nous satisfaire d'un appel à mobiliser sur des bases floues qui sous-entendrait que les départements fassent comme ils peuvent. Nous ne pouvons nous satisfaire de conférence de presse ou de rassemblements de militant.es devant les préfectures. Nous devons appeler clairement les agent.es des services publics à être en grève le 6 avril. Prenons nos responsabilités et travaillons dès maintenant à la réussite de cette journée d'action. C'est que nous faisons conte la LSG depuis le mois de novembre. Aujourd'hui à Nantes et St Nazaire, nous entamons ce soir notre nouveau calendrier d'actions contre cette loi dont il nous faut obtenir le retrait dans sa totalité. Nous le faisons dans le cadre de Plus jamais ça et dans la préparation des UEMS. C'est pourquoi nous sommes attentifs aux questions touchant à la recomposition syndicale. Sur ce sujet, les SD sont incontournables car elles travaillent depuis longtemps et peut-être encore plus maintenant avec CGT et Solidaires que ce soit dans les mobilisations interpro, sectorielles ou dans les collectifs. Il n'y a donc aucune raison objective à vouloir privilégier un partenaire syndical plutôt qu'un autre.